

NICHOLAS WESCOTT, DIRECTEUR GENERAL POUR L'AFRIQUE DU SERVICE EUROPEEN D'ACTION EXTERIEURE, EN TOURNEE DANS LA REGION

Monsieur Nicholas Westcott est le directeur général pour l'Afrique du Service d'action extérieure de l'Union européenne. Il est donc en charge de la machine diplomatique européenne dans ses relations avec l'Afrique. Dans le cadre d'une tournée en Afrique de l'Ouest, il a visité le Nigeria et le Ghana. Il était prévu se rendre à Lomé le jeudi 16 janvier mais faute de connexions aériennes, sa visite a été annulée.

Avant d'accéder aux hautes fonctions de la diplomatie européenne, M. Westcott a été Haut-Commissaire du Royaume uni au Ghana mais aussi accrédité en tant qu'Ambassadeur auprès d'autres pays de la région, y compris le Togo. Par conséquent, le Togo ne lui est pas étranger.

L'ensemble de sa tournée dans la région a eu comme but principal la préparation du 4^{ème} sommet Afrique-UE du mois d'avril prochain à Bruxelles.

LE SOMMET AFRIQUE-UE

Le partenariat entre l'Afrique et l'UE a évolué de manière significative depuis le lancement de la Stratégie conjointe Afrique-UE à Lisbonne en 2007. Cette stratégie encourage un partenariat entre parties égales, présente une feuille de route pour une réponse conjointe aux défis bilatéraux et un soutien mutuel aux défis globaux, lorsque cela est nécessaire. Comme l'a rappelé M. Westcott, on se doit de souligner l'accent particulier que cette stratégie donne aux relations entre les peuples: *"Les populations doivent être au cœur du partenariat Afrique-UE. Il est de la responsabilité des autorités africaines et européennes de les aider à développer leur potentiel à travers l'éducation et la formation, et de créer les conditions pour promouvoir plus d'échanges entre les personnes"*.

Les populations, la prospérité à travers les investissements et le commerce, la paix et la sécurité seront les sujets principaux des discussions du Sommet des Chefs d'État à Bruxelles en avril 2014. Ces thèmes sont repris en grande partie dans la lettre d'invitation au Sommet signée par les Présidents du Conseil européen et de la Commission européenne qui a été adressée au Président Faure Essozimna Gnassingbé en suggérant aussi sa présence lors du Forum d'affaires qui précédera le Sommet.

LES REFORMES NECESSAIRES DU TOGO

Le directeur général pour l'Afrique de la diplomatie européenne a voulu s'exprimer sur les progrès accomplis par le Togo ces dernières années, et confirmer l'engagement de l'Union européenne pour soutenir le processus des réformes économiques mais aussi politiques et sociales en cours: *"Le Togo se positionne de*

plus en plus comme une plateforme sous régionale de services, de transport, de production agricole. Encourager l'investissement nécessaire, mobiliser des ressources et créer des emplois demandent une approche dynamique. L'expérience européenne ainsi que celle de plusieurs pays africains nous montrent que la bonne gouvernance est un bon investissement, un investissement d'avenir, qui favorise la paix sociale et la participation des citoyens dans les affaires publiques. Elle apporte aussi des fruits en termes d'économie, d'investissement et de développement. En conséquence la croissance de sa jeune population et les inégalités encore existantes obligent à maintenir le rythme des réformes et de l'approfondissement de la démocratie, y inclus les élections locales tant attendues, les réformes institutionnelles et constitutionnelles et la modernisation de la justice" –a-t-il indiqué.

LE RÔLE DE L'UE DANS LE XXI SIECLE

M. Westcott a souligné que le Service d'action extérieure de l'UE qu'il représente en Afrique est un atout dans la construction européenne. *"Il ne s'agit pas d'uniformiser les actions et les voix sous le drapeau européen mais plutôt de coordonner davantage les messages de l'UE et de ses Etats membres à l'extérieur dans un souci de cohérence et donc d'efficacité, notamment dans la défense de nos valeurs communes, qui sont, elles, propres à l'Europe. La complexité de la société internationale au XXIème siècle demande en priorité de la concertation et du dialogue, et le respect de grands principes du droit international inscrits dans les déclarations des Nations-Unies et les traités internationaux. L'UE ne souhaite donner des leçons à aucun partenaire mais revendique le droit de défendre, même dans sa politique extérieure, les valeurs collectives qui ont fondé sa propre existence, comme la prévention de conflits, la lutte contre le changement climatique, la lutte contre l'impunité dans les systèmes de justice nationaux en complément, si nécessaire, avec la justice internationale, le respect des droits individuels et collectifs de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le multilatéralisme effectif, etc".*

LE PARTENARIAT AVEC LE TOGO ET L'AFRIQUE DE L'OUEST

«L'UE a été présente au Togo depuis l'indépendance. C'est donc un partenariat solide et durable, tissé par de multiples relations de fraternité, de connaissance mutuelle, de coopération entre Etats mais aussi entre villes et entre individus, fondé sur un dialogue franc, ouvert et sincère. Sans vouloir se placer au-dessus de personne, c'est un patrimoine de culture et d'histoire commun unique. Je voudrais souligner comment, malgré la crise économique actuelle en Europe, les citoyens européens croient encore en ce partenariat. C'est la raison pour laquelle lors de l'approbation des perspectives budgétaires européennes pour la période 2014-2020, le Fonds européen de développement, le 11è FED, a vu son enveloppe sensiblement augmenter par rapport à la période précédente. Comme vous le savez c'est principalement l'Afrique en général, et le Togo en particulier, qui bénéficient du FED. L'enveloppe pour le Togo lors du 11è FED va fortement augmenter jusqu'à plus de 215 million d'euros; cela signifie une solidarité renforcée et une obligation de

performance, pas seulement économique mais aussi en termes de bonne gouvernance et de développement inclusif ».

« Je voudrais aller au-delà du Togo et parler de l'Afrique de l'Ouest. Elle est bien avancée dans son intégration économique. Cette communauté de 300 millions de citoyens nous semble disposer de la masse critique pour avancer dans la paix, le développement économique et la sécurité alimentaire. Or seule l'UE dispose à ce jour d'une coopération aussi articulée, prédictible et programmée avec l'ensemble de la région à travers ses institutions, la CEDEAO et l'UEMOA. Cette coopération régionale pour l'Afrique de l'Ouest a doublé en termes de montant pour arriver à 1,2 milliards d'euro pour les 7 prochaines années. C'est une preuve de notre vision positive de la potentialité de la région, et de votre propre engagement en faveur du développement de vos pays, ensemble. On ne doit pas oublier que cet argent sera investi dans des projets à vocation régionale, pour des routes qui traversent des frontières ou pour des postes frontaliers communs qui limitent les obstacles au commerce; pour des initiatives qui génèrent de l'énergie pour plusieurs pays ou encore en faveur de la production agricole pour limiter ainsi l'impact des fluctuations des récoltes ».

LES MENACES SÉCURITAIRES : UNE RÉPONSE COLLECTIVE

« La sécurité et la stabilité régionale font aussi partie des secteurs prioritaires, à la demande des dirigeants ouest-africains et ceux de l'UE. Certainement le Togo a joué un rôle actif avec son importante participation dans les opérations de maintien de la paix dans la région, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Darfour et probablement maintenant en RCA. L'UE apprécie énormément cet engagement solidaire. Le terrorisme et le crime organisé sont des menaces transnationales qui demandent sans nul doute une réponse collective. Ce sont de vrais tests de la solidité de notre long partenariat. Je dois vous dire que les citoyens européens ont senti la proximité de la menace lors de la crise au Mali l'année dernière et le risque certain d'expansion du terrorisme jusqu'à nos frontières. Nous comptons beaucoup sur l'Afrique de l'Ouest et sur ses institutions. L'UE est quant à elle très impliquée dans la région sur ces thématiques dans le cadre de sa politique commune de sécurité et défense, tant au niveau civil que militaire. Par exemple, je souhaiterais mentionner la mission civile EUCAP Sahel au Niger ou la mission de formation auprès des forces armées maliennes. Nous sommes aussi bien conscients du rôle positif que le Togo est prêt à jouer dans ce cadre. Il existe déjà un partage d'expertise entre l'UE et quelques-uns de ses Etats membres avec le Togo sur un sujet qui préoccupe les autorités togolaises, la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée. Dans la droite ligne de la stratégie Sahel de l'UE, une communication sur la réponse stratégique européenne aux défis dans le Golfe de Guinée est ainsi actuellement en discussion. Par ailleurs, comme vous le savez, l'UE, à côté de certains de ses Etats membres, apporte déjà un soutien financier et technique massif pour la résolution d'autres crises sécuritaires qui secouent les pays d'Afrique subsaharienne, dans la Corne de l'Afrique, en RDC, en RCA, sans

mentionner les nombreux efforts diplomatiques et de coopération en cours visant la prévention des conflits».

Dans son passage en Afrique de l'Ouest, les contacts intenses et l'éventail de propositions de M. Westcott montrent un engagement renforcé de l'Europe en Afrique. Comme ce haut fonctionnaire européen, connaisseur de longue date de l'Afrique, a voulu souligner dans sa visite : *« l'UE est devenu un acteur international incontournable du fait de l'approche globale qu'elle assure en coordination avec ses Etats membres dans ses actions extérieures. Le caractère unique et multidisciplinaire de cette approche, composée des relations diplomatiques, du commerce, de l'aide humanitaire, de la coopération en matière de sécurité et de défense jusqu'au développement et à la prévention de conflits, etc. c'est ce qui fait sa force inégalable ».*